



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

**Suivi du Sommet mondial pour le développement
social et de la vingt-quatrième session extraordinaire
de l'Assemblée générale : thème prioritaire :
promouvoir l'autonomisation dans les domaines
de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale,
du plein emploi et du travail décent pour tous**

Déclaration présentée par Pax Romana, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

La crise économique et financière mondiale continue à affecter la vie des habitants du monde entier. Elle fait sérieusement obstacle à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme d'action mondial pour la jeunesse. Elle a réduit à la pauvreté un nombre de personnes plus élevé que jamais. Elle a aussi mis en évidence que les jeunes sont un groupe très vulnérable. Aujourd'hui, alors que la population de la planète atteint les 7 milliards, il est nécessaire de coordonner fermement les efforts au niveau mondial, d'autonomiser les organisations de la société civile et de mettre en place une véritable solidarité internationale. Pax Romana estime, en ce qui concerne particulièrement la jeunesse et l'élimination de la pauvreté, que les problèmes les plus pressants sont l'éducation, l'emploi et la participation politique.

Éducation

La crise a provoqué une envolée du nombre d'étudiants qui cherchent à s'inscrire dans l'enseignement supérieur mais, les gouvernements étant aux prises avec les problèmes budgétaires, le financement de l'enseignement est amputé, malgré l'accroissement de la demande d'inscriptions. Dans les pays où l'enseignement supérieur est entièrement ou partiellement subventionné par l'État, les gouvernements et les établissements devront choisir entre plusieurs solutions : limiter le nombre des admissions, autoriser un plus grand nombre d'étudiants à s'inscrire tout en réduisant les aides dont ils bénéficient ou dispenser un enseignement de moindre qualité à un nombre constant d'étudiants.

La réduction des aides aux étudiants représente un risque car elle affecte directement l'avenir et le développement d'un pays. Associée à l'augmentation des inscriptions, une telle réduction mettra vraisemblablement à la charge des étudiants les coûts des universités. Ce type de situation favorise démesurément l'accès des étudiants les plus riches à l'université. Les étudiants moins fortunés sont automatiquement désavantagés. Or, la meilleure arme contre la pauvreté dans un pays en développement est un système d'éducation ouvert à tous, indépendamment de leur fortune, de leur sexe, de leur religion ou de leur ethnie. Si les États Membres veulent s'appliquer sérieusement à l'élimination de la pauvreté, il faut que leurs gouvernements comprennent l'intérêt d'ouvrir l'éducation à tous les membres de la société.

Chômage des jeunes

D'après le rapport de l'Organisation internationale du Travail intitulé *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2011*, le chômage des jeunes est un facteur important de l'explosion des mouvements de protestation dans le monde, surtout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En outre, cette tendance à la protestation a contribué à galvaniser les mouvements comme « Occupy » contre la rapacité des entreprises et le traitement préférentiel accordé par les gouvernements occidentaux aux banques et aux autres acteurs économiques. En conséquence, il faut agir pour aider les jeunes à devenir des membres productifs de la société, et non des laissés-pour-compte.

Les organisations non gouvernementales de la jeunesse comprennent bien que les jeunes sont un rouage essentiel du développement économique. C'est pour cela que des organisations comme Pax Romana accordent une importance particulière à l'épanouissement de la personne comme moyen d'éliminer la pauvreté. Les jeunes qui militent activement dans les mouvements de jeunesse et les organisations communautaires ou religieuses acquièrent un ensemble de compétences transférables, nécessaires pour obtenir un emploi décent. Les projets axés sur le développement des jeunes contribuent à les autonomiser à l'aide de ces compétences.

Avec des projets qui mobilisent les jeunes, Pax Romana contribue à développer un large éventail de compétences dans les domaines suivants :

- Communication;
- Recherche et planification;
- Relations humaines;
- Organisation et gestion;
- Encadrement.

Ce savoir multiple en matière de développement social permet aux jeunes d'acquérir les outils dont ils ont besoin pour trouver du travail et gagner un salaire décent. Mais, comme les gouvernements ont continué à appliquer des politiques anachroniques et inopérantes qui privilégient la sécurité des riches au détriment des masses, les programmes pour la jeunesse continueront d'en pâtir.

Les gouvernements suppriment actuellement les financements destinés à ces programmes afin de servir les puissants intérêts d'affaires, qui ont joué un rôle de premier plan dans l'effondrement économique récent. Mais les mouvements de protestation se répandent dans le monde entier, les États Membres ont tout intérêt à tendre la main aux jeunes et à travailler avec eux vers un avenir meilleur.

Participation des jeunes

Les mouvements de protestation politique qui se sont propagés dans de nombreuses sociétés du monde sont directement liés à l'absence de participation des jeunes aux gouvernements. Trop souvent, ceux-ci prennent des décisions sans se soucier des besoins des jeunes ni leur demander leur avis. Chacun sait que l'enthousiasme de la jeunesse doit être canalisé dans l'intérêt général. Il est donc crucial que les gouvernements tendent la main à la jeunesse afin d'engager le dialogue et de prévenir les violences dans les rues des capitales.

Lorsque la possibilité est offerte aux intéressés de jouer un rôle plus important dans les rouages de la vie publique et des autres domaines de la vie collective, les problèmes sociaux pressants comme le chômage des jeunes et la criminalité peuvent s'atténuer. Lorsque les jeunes ont la possibilité de s'épanouir très tôt comme membres à part entière de la société, ils apprennent à y apprécier la valeur de leur place. Lorsqu'on leur permet d'intervenir plus activement dans les processus décisionnels sur des questions de société essentielles, ils peuvent jouer un rôle plus utile à tous les niveaux de gouvernance.

Pour faire participer les jeunes, il faut combattre les stéréotypes négatifs à leur égard. Les adultes ont oublié la valeur des jeunes pour la société. Dans sa publication intitulée *Joining Forces with Young People: a Practical Guide to Collaboration for Youth Employment* (*Coopérer avec la jeunesse : guide pratique de collaboration pour l'emploi des jeunes*) le Réseau de l'OIT pour l'emploi des jeunes affirme qu'il faut les considérer non pas comme un problème à résoudre ou un danger à maîtriser mais comme des acteurs sociaux dotés de connaissances et de compétences et capables d'apporter des solutions constructives aux problèmes sociaux qui les touchent directement. Les décideurs doivent non seulement inviter les jeunes à participer aux débats politiques, mais également les écouter et suivre leurs conseils.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, a déclaré qu'il fallait donner aux jeunes l'occasion de participer activement à la prise de décisions aux niveaux local, national et mondial. Il importe au plus haut point qu'ils puissent jouer un rôle en politique et dans l'élaboration des politiques à tous les niveaux.

Recommandations

En conclusion, Pax Romana souhaite faire les recommandations suivantes :

1. Le droit à l'éducation ne doit pas être sacrifié à la crise économique et financière. Il serait opportun d'investir davantage dans l'éducation plutôt que d'opérer des coupes dans les budgets de l'enseignement. L'élimination de la pauvreté sera facilitée si l'on s'attache à une vision à long terme plutôt qu'à des objectifs à court terme. Tout doit être fait pour empêcher la marginalisation des pauvres et leur permettre d'accéder à l'éducation, de l'école primaire à l'université, et aux établissements d'enseignement professionnel.
2. Un faible pourcentage des budgets de défense nationale devrait servir à financer des projets de développement en faveur des jeunes. Partout dans le monde, les gouvernements ont laissé les dépenses militaires croître au détriment du développement social indispensable. Si les États Membres consacraient ne serait-ce que 1 % de leurs dépenses militaires actuelles au financement d'initiatives locales en faveur des jeunes, le développement économique et social en bénéficierait. Dans tous les pays, les jeunes sont capables d'apporter des changements positifs dans leur communauté et dans le monde. Une aide financière modeste de leur gouvernement leur permettrait partout de faire des prodiges.
3. Les pays ne doivent pas prendre à la légère les mouvements de protestation qui ont éclaté partout dans le monde. Les gouvernements doivent donc veiller à ce que les jeunes aient voix au chapitre dans les débats nationaux, surtout pour l'élaboration des politiques intérieures. Participer à ce processus permet aux jeunes d'assumer leur avenir. Créer des conseils nationaux de la jeunesse et veiller à ce qu'ils soient gérés indépendamment du gouvernement garantirait que la voix même des plus désavantagés et des plus vulnérables puisse s'exprimer. Comme il est dit dans le supplément de 2007 au Programme d'action mondial pour la jeunesse, les États Membres devraient s'employer à la pleine et effective participation des jeunes, aux niveaux local, national, régional et international, à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

4. Les États devraient mobiliser les ressources nécessaires pour que les représentants des jeunes puissent participer aux travaux des Nations Unies et de leurs organismes. La participation d'animateurs de mouvements de jeunes à l'ONU est essentielle car elle fournit à de futurs dirigeants politiques une formation pratique et permet aux jeunes d'avoir part à l'élaboration des politiques mondiales.

5. Les États devraient s'efforcer de mettre à profit les compétences techniques des jeunes et favoriser la création de débouchés dans des domaines tels que les énergies non polluantes et le développement durable. Les connaissances des jeunes peuvent contribuer à faire progresser les industries de pointe aptes à améliorer l'économie, à créer un nombre incalculable d'emplois et à protéger l'environnement contre les effets destructeurs d'un développement humain effréné.

6. Les États devraient encourager la cohésion sociale et faire des jeunes un facteur de promotion de la stabilité et de la paix, d'une importance cruciale dans les sociétés pluralistes. L'Année internationale de la jeunesse 2010-2011 se proposait de promouvoir le dialogue et la compréhension mutuelle. La jeunesse pourra être le fer de lance des efforts visant à calmer les troubles civils. Dans le monde entier, des jeunes ont déjà une vaste expérience du travail avec des personnes différentes d'eux-mêmes. Il en résulte qu'ils sont aptes à rassembler les multiples groupes qui peuvent exister au sein d'une même société pour amplifier le développement économique et social.
